

**TATA STEEL FRANCE BATIMENTS
ET SYSTEMES**

Société par Actions Simplifiée

Rue Geo Lufbéry
02300 CHAUNY

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2016

TATA STEEL FRANCE BATIMENTS ET SYSTEMES

Société par Actions Simplifiée

Rue Geo Lufbéry
02300 CHAUNY

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2016

A l'Associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TATA STEEL FRANCE BATIMENTS ET SYSTEMES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention, dans l'annexe aux comptes annuels, sur les considérations relatives à la lettre de soutien de Tata Steel Nederland BV garantissant la continuité d'exploitation exposées au deuxième alinéa de la partie « Faits majeurs de la période », et sur la note « Hypothèses et estimations » de la partie « Autres informations » qui expose l'effet des tests portant sur la valeur des actifs corporels immobilisés qui avait conduit à enregistrer une dépréciation au cours de l'exercice clos au 31 mars 2014 dont l'effet sur la période a consisté en une reprise de provision pour dépréciation de 809 722 euros.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Continuité d'exploitation

Comme indiqué dans la première partie de ce rapport, le troisième alinéa de la partie « Règles et Méthodes comptables » de l'annexe fait état des considérations relatives à la continuité de l'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de la société au regard de la continuité de l'exploitation.

Dépréciation des actifs corporels immobilisés

La société procède en présence d'indicateurs objectifs, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des immobilisations corporelles, selon les modalités décrites dans la note « Hypothèses et estimations » de la partie « Autres informations » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note visée ci-dessus de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

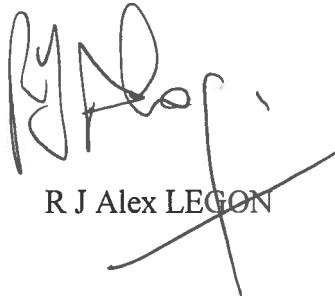
III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 24 juin 2016
Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés





R J Alex LEGON

TataSteelFranceBâtimentsSystèmes

RUE GEO LUFBERY

02300 CHAUNY

Comptes au 31/03/2016



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Notes comptes annuels	3
Bilan - Actif	5
Bilan - Passif	6
Compte de résultat	7

Annexes

Notes annexes	10
Immobilisations	24
Amortissements	25
Ecarts de réévaluation	26
Provisions et dépréciations	27
Créances et dettes	28
Liste des filiales et participations	29
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	30
Produits à recevoir	31
Charges à payer	32
Charges et produits constatés d'avance	33
Charges et produits exceptionnels	34
Situation fiscale latente ou différée	35
Composition du capital social	36
Identités des société mères	37
Variation des capitaux propres	38
Ventilation du chiffre d'affaires	39
Engagements financiers	40
Dettes garanties par des sûretés réelles	41
Effectif moyen	42

Comptes annuels

COMPTES ANNUELS AU 31 MARS 2016

Au bilan, avant répartition de la période close le 31 Mars 2016,
le total est de 20 516 994 Euros et le compte de résultat dégage une perte de
2 322 721 Euros.

L'exercice clos le 31 Mars 2016 a une durée de 12 mois.

FAITS MAJEURS DE LA PERIODE

FAITS MAJEURS

Dans un contexte économique tendu et une pression concurrentielle exacerbée, le maintien de la stratégie initiée en Juin 2014 continue de porter ses fruits, les pertes comptables se réduisant significativement pour la deuxième année consécutive.

Les réductions des délais de paiements entre sociétés du groupe, initiés en Décembre 2015, ont effacé l'effet favorable sur la trésorerie de la recapitalisation intervenue en Mars 2015 à hauteur de 4.5m€.

La société a par ailleurs obtenu une lettre de soutien de sa maison mère, Tata Steel Nederland BV, en date du 02 juin 2016 et ce jusqu'à la date d'approbation des comptes au 31 mars 2017, afin d'assurer la continuité d'exploitation.

Enfin, les récentes décisions du Groupe Tata (Avril 2016) de se désengager de ses activités en Angleterre n'impacte pas l'activité de TATA STEEL France BATIMENTS ET SYSTEMES.

ELEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PASSIF EVENTUEL

N/A

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2016	31/03/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	381 123	381 123		
Fonds commercial	282 031	282 031		
Autres immobilisations incorporelles	611 737	593 031	18 705	7 836
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	327 752	327 752		
Constructions	8 392 736	8 392 736		
Installations techniques, matériel, outillage	32 075 115	31 885 841	189 274	27 095
Autres immobilisations corporelles	696 553	667 044	29 509	6 473
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	107 441		107 441	107 441
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	24 800		24 800	28 103
ACTIF IMMOBILISE	42 899 288	42 529 558	369 730	176 948
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	6 472 855	60 142	6 412 713	7 204 279
En-cours de production de biens	67 206		67 206	67 630
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 183 052	20 766	1 162 286	1 404 516
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	132 160		132 160	118 434
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	11 497 701	660 590	10 837 111	10 277 540
Autres créances	1 201 290		1 201 290	6 336 471
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	249 394		249 394	280 862
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	85 104		85 104	87 276
ACTIF CIRCULANT	20 888 762	741 498	20 147 264	25 777 007
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	63 788 049	43 271 055	20 516 994	25 953 955

Rubriques	31/03/2016	31/03/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 4 000 000)	4 000 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 037 203	5 908 028
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 322 722	-2 870 825
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	4 714 482	7 037 203
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	333 835	707 432
Provisions pour charges	172 769	295 600
PROVISIONS	506 604	1 003 032
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 086	824
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		5 027 735
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	215 487	163 490
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 126 094	9 565 898
Dettes fiscales et sociales	2 386 839	2 586 090
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 447 053	249 579
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	112 350	320 104
DETTES	15 295 908	17 913 719
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	20 516 994	25 953 955

Rubriques	France	Exportation	31/03/2016	31/03/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	54 586 065	758 615	55 344 680	55 659 180
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	54 586 065	758 615	55 344 680	55 659 180
Production stockée			-270 468	-104 968
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			844 594	696 037
Autres produits			90 540	67 750
PRODUITS D'EXPLOITATION			56 009 346	56 317 999
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 169 064	810 477
Variation de stock (marchandises)			6 865	-16 785
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			38 381 631	41 842 299
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			788 680	-297 946
Autres achats et charges externes			9 490 576	9 499 668
Impôts, taxes et versements assimilés			570 281	489 300
Salaires et traitements			5 515 945	5 499 845
Charges sociales			1 443 905	1 463 481
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			829 493	842 350
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			350 699	362 015
Dotations aux provisions			250 298	323 588
Autres charges			41 831	87 613
CHARGES D'EXPLOITATION			58 839 266	60 905 906
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 829 920	-4 587 906
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			27 720	17 822
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			4 356	1 855
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			32 076	19 677
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			306 960	801 524
Différences négatives de change				88 192
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			306 960	889 715
RESULTAT FINANCIER			-274 884	-870 038
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 104 804	-5 457 944

Rubriques	31/03/2016	31/03/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 161 004
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	947 903	835 565
PRODUITS EXCEPTIONNELS	947 903	2 996 569
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 699	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	188 180	206 624
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	15 800	270 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	211 679	476 624
RESULTAT EXCEPTIONNEL	736 224	2 519 945
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-45 859	-67 174
TOTAL DES PRODUITS	56 989 325	59 334 246
TOTAL DES CHARGES	59 312 046	62 205 071
BENEFICE OU PERTE	-2 322 722	-2 870 825

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états de synthèse de notre société ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels selon la norme 2014-03 de l'ANC.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Dérogations aux principes, Règles et Méthodes de base – Comparabilité des exercices

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité ne mérite d'être signalée.

Choix effectués dans les options proposées par le Code de Commerce et le Plan comptable général

Les choix suivants ont été retenus :

- Immobilisations corporelles produites par l'entreprise pour elle-même : intérêts des emprunts

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

- Frais accessoires du coût d'achat des immobilisations

Les frais accessoires sont exclus de la valorisation des immobilisations

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

- Identification des composants des immobilisations corporelles et durée d'amortissement (méthode prospective) :

Les durées moyennes d'amortissements en mode linéaire sont les suivantes :

1. BATIMENTS ET AGENCEMENTS :

Répartition par composants :

Nature		Durée
Gros œuvre		40 ans
Étanchéité/ Toiture		30 ans
Agencements Intérieurs		15 ans
Installations générales et techniques		20 ans
VRD		15 ans

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

2. AUTRES MATERIELS ET EQUIPEMENTS :

Nature	Code IAS	Durée
Lignes de profilages	100	25 ans
Cassettes, outillages, galets	110	25 ans
Accessoires de toitures	150	25 ans
Lignes Panneaux	200	20 ans
Cuve tuyauterie, mélanges	300	15 ans
Installations générales et techniques	400	15 ans
Electricité, eau, gaz, air comprimé, ventilation	400	15 ans
Eclairage de secours, alarme, téléphone	400	15 ans
Machines Outil et divers petit matériel	500	10 ans
Matériel de manutention	600	10 ans
Chariots élévateurs, gerbeurs, transpalettes	600	10 ans
Bacs, bennes	600	10 ans
Pont roulant, palonnier, potence, treuil	650	15 ans
Parc à fer	650	15 ans
Matériel informatique	700	3 ans
Logiciel	710	4 ans
Câblage informatique et gros systèmes	750	5 ans
Mobilier	800	10 ans
Matériel de laboratoire	820	5 ans
Matériel de bureau	850	5 ans
Outil de coupe Clients	900	15 ans
Filière	910	10 ans

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

- Origine des différents éléments du poste Fonds commercial :

MONOPANEL

Evaluation du fonds de commerce de Multiprofil lors de la fusion de 1983 :
22.867,35 Euros.

Suivant la quatrième directive européenne le fonds de commerce a été amorti sur cinq ans du 1.1.1987 au 31.12.1991.

MONOPANEL SUD

Le fonds commercial fait partie de l'apport d'actif de PAB Sud : 228.673,53 Euros.

Suivant la quatrième directive européenne le fonds de commerce a été amorti sur cinq ans du 1.1.2000 au 31.12.2004.

PROFILACIER

Le fonds commercial est de 30.489,80 Euros.

Suivant la quatrième directive européenne le fonds de commerce a été amorti sur cinq ans du 1.5.2000 au 30.04.2005.

- Autres immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

- Stocks

Les matières premières sont évaluées suivant la méthode du coût d'acquisition. Les produits fabriqués par l'entreprise sont valorisés au coût de la production, comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les intérêts et les frais commerciaux sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks de bobine dont l'ancienneté d'utilisation sur la ligne de production est :

- supérieure à 1 an sont provisionnés à 30%
- supérieure à 2 ans sont provisionnés à hauteur d'un prix de vente sur le marché soit 260€ la tonne.
- inférieure à 1 an ne font l'objet d'aucune dépréciation

Les bobines inférieures à 500kg sont provisionnées à hauteur d'un prix de vente sur le marché soit 260€ la tonne.

Les stocks de produits finis dont l'ancienneté est supérieure à 3 mois sont provisionnés :

- à 16% pour les profils galvanisés
- à 59% pour les profils prélaqués
- à 82% pour les panneaux

A compter de 2007, les pièces de rechange pour le service Maintenance sont valorisées en stock fournitures Atelier.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

- Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

La créance naît lors de l'échange des consentements et devient certaine quant à son principe et son montant lors du transfert de propriété pour les ventes ou lors de leur réalisation pour les services. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Effets à recevoir

Les effets en portefeuille, rattachés au compte "Clients " sont débités lors de leur réception au compte "Clients – Effets à recevoir ".

Les effets remis à l'encaissement sont virés au poste "Effets à l'encaissement " qui figure à l'actif sous la rubrique "Disponibilités ". Ce compte sera soldé par le débit d'un compte de "Banques " à la réception de l'avis de crédit.

A la date de la clôture, si l'avis de crédit de la banque n'a pas été reçu, les effets à l'encaissement sont transférés de la rubrique "Disponibilités " à la rubrique "Clients et comptes rattachés " sous la même dénomination " Effets à l'encaissement ".

Au 31 mars 2016, dans le poste "Clients et comptes rattachés ", le compte "Effets à recevoir " a une valeur de 896 110€

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

- Provisions

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entreprise envers un tiers.

Montant des provisions au 31 mars 2016 :

Litiges	= 333 835€
Juridiques et sociales	= 172 769€
Stocks et en cours	= 80 908€
Comptes clients	= 660 590€

- Gestion centralisée de trésorerie

En application de la convention de centralisation de trésorerie liant la société TATA STEEL FRANCE HOLDINGS SAS, entité centralisatrice de la trésorerie des sociétés françaises du groupe, la position de la société vis-à-vis de l'établissement de crédit prestataire de la gestion centrale de trésorerie, fait l'objet d'une compensation automatique avec la centrale de trésorerie. En conséquence, tout excédent ou découvert de la société vis à vis de l'établissement de crédit est respectivement transféré à, ou couvert par, TATA STEEL FRANCE HOLDINGS SAS. Afin de mieux refléter la nature de cette convention,

Les soldes transférés à, ou couverts par, TATA STEEL FRANCE HOLDINGS SAS, sont présentés au bilan respectivement en Autres créances ou Autres Dettes.

La société présente au bilan en Disponibilités ou Emprunts et dettes vis-à-vis des établissements de crédit, le solde des opérations qui n'ont pas fait l'objet à la clôture de l'exercice d'un transfert à, ou d'une couverture par, TATA STEEL FRANCE HOLDINGS SAS.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

Au 31 mars 2016, le déficit de trésorerie transférés à TATA STEEL France HOLDINGS SAS s'élèvent à 2 143 443€ et sont donc présentés en Autres dettes avec le prêt à court terme du groupe de 5 000 000€ pour donner un solde du compte 467105 de 7 143 443€.

- Opérations en devises

Les charges et les produits dont le montant est libellé en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation de ces dettes et créances est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

- Engagement Indemnité de départ en retraite

Méthode de comptabilisation des engagements de retraite :

L'engagement est valorisé pour l'ensemble du personnel présent à la clôture de l'exercice. Il est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées en retenant les hypothèses suivantes :

Départ à la retraite à 65 ans

Profil de carrière : 2%

Taux d'actualisation : 1,59%

Table de mortalité : INSEE 2009

Taux de charge : 50%

L'entreprise n'a pas signé d'accord particulier couvrant ce domaine et la Convention Collective de la société prévoit des indemnités de fin de carrière.

Au 31 mars 2016, le montant de cet actif est de 291 220 € et l'engagement salarié est de 912 493€. Ces indemnités ne sont pas provisionnées au bilan et font l'objet d'une information au titre des engagements hors bilan.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

- Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est généralement reconnu à livraison des produits chez les clients.

- Produits constatés d'avance

A la clôture, un montant de 112 350€ a été comptabilisé en produits constatés d'avance suite à des livraisons de marchandises effectuées sur début Avril 2016 chez nos clients

AUTRES INFORMATIONS

- Rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas communiquée car elle reviendrait à fournir une information individuelle.

- Identité de la société mère ultime consolidant les comptes de la société

TATA STEEL LIMITED.
Registered office
Bombay house
24 homi mody Street
Mumbai - 400 001

- Intégration fiscale

La société est placée sous le régime de l'intégration fiscale avec sa maison mère TATA STEEL FRANCE HOLDINGS SAS (3 allée des Barbanniers 92632 GENNEVILLIERS CEDEX).

La convention d'intégration prévoit que la société verse à TATA STEEL FRANCE HOLDINGS SAS la charge d'impôt sur les sociétés dont elle est redevable si ces résultats étaient déclarés de façon autonome.

La société présente en compte de résultat en Impôts sur les bénéfices un produit de 45 859€ suite à la valorisation du crédit d'impôt en faveur de la recherche sur l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS (suite)

- Crédit d'Impôt Compétitivité (CICE)

Le montant du CICE comptabilisé au titre de l'exercice porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés qui n'excèdent pas 2.5 fois le SMIC. Pour 2015 le taux appliqué sur la masse salariale équivaut à 6% soit pour l'exercice un montant de 177 396€.

En comptabilité, le CICE a été enregistré au crédit d'un compte de charges de personnel.

Le montant du CICE est consacré à l'amélioration de la compétitivité de la société par la réduction de ses charges de structure.

- Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées ne sont listées dans ce paragraphe car elles ne présentent pas une importance significative et ont été conclues à des conditions normales de marché.

AUTRES INFORMATIONS (suite)

- Hypothèses et estimations

L'établissement des comptes de la société/du groupe exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et aux passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes annuels/consolidés. La société/le groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux provisions pour risques et charges, aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation de stocks et encours, aux immobilisations incorporelles et corporelles et dépréciations d'actifs, aux restructurations, aux engagements de retraite, et aux passifs éventuels. Les estimations de la société/ du groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources. A ce titre et compte tenu du niveau d'activité, de la performance opérationnelle enregistrée sur l'exercice, et des prévisions pour les années à venir, la valeur nette comptable des terrains, des constructions, des machines et équipements a été testée au 31 Mars 2014. Le résultat de ce test a indiqué que la valeur d'utilité de certains terrains, constructions, machines et équipements de la société, en utilisant un taux d'actualisation de 8% et des flux de trésorerie sur une période de 15 ans, était inférieure à sa valeur nette comptable en raison de l'affaiblissement des conditions du marché dans le secteur du bâtiment, lesquelles devraient rester faibles sur le court et moyen terme. En conséquence, une dépréciation de 11 274 696.12€ avait été reconnue dans les comptes du 31 Mars 2014 et a été maintenue dans les comptes du 31 Mars 2016.

Au 31 Mars 2016, la reprise de provision pour 809 722€ neutralise les dotations aux amortissements sur les actifs corporels et incorporels dépréciés.

AUTRES INFORMATIONS (suite)

Indications sur le montant de reports déficitaires d'impôts au 31 Mars 2016

Les déficits réalisés par la société Tata Steel France Bâtiments et Systèmes avant son entrée dans le groupe d'intégration fiscale de Tata Steel France Holdings sont mentionnés sur l'état n°2058 B et s'élèvent donc à 18 911 531 € à la clôture de l'exercice 2015/2016.

Précisons que ces déficits ne sont pas transmis à la société mère intégrante Tata Steel France Holdings et sont imputables, sous certaines conditions, sur les résultats propres de la société Tata Steel France Bâtiments et Systèmes. Par ailleurs, l'état n°2058 B Bis mentionne les déficits de la société intégrée Tata Steel France Bâtiments et Systèmes comme si elle n'avait jamais été membre de l'intégration fiscale Tata Steel France Holdings.

A cet égard, figurent sur cet imprimé :

- les déficits réalisés par la société Tata Steel France Bâtiments et Systèmes avant son entrée dans l'intégration fiscale (soit ceux mentionnés également sur l'état n° 2058B),
- et les déficits réalisés par la société pendant la période où elle est membre de l'intégration fiscale Tata Steel France Holdings (ces derniers déficits étant transférés à la société mère intégrante Tata Steel France Holdings. En cas de cessation ou de sortie de l'intégration fiscale, ces déficits sont donc perdus dans la mesure où ils ont été définitivement transférés à Tata Steel France Holdings)

Au cas présent, le montant des déficits mentionnés sur l'état n° 2058 B Bis de la société Tata Steel France Bâtiments et Systèmes est de 88 654 753€ au 31 mars 2016.

Indications sur le montant de reports déficitaires d'impôts au 31 Mars 2016(suite)

Dès lors, le montant des déficits réalisés par la société Tata Steel France Bâtiments et Systèmes au cours de sa période d'intégration fiscale au groupe Tata Steel France Holdings est, au 31 mars 2015, de 69 743 222€ (soit 88 654 753€ - 18 911 531€).

Au 31 mars 2016, le report fiscal déficitaire mentionné sur l'état page 35 est de 67 549€.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 258 003		16 887
Terrains	327 752		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	6 717 883		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	1 674 853		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	31 906 875		168 240
Installations générales, agenc., aménag.	85 846		
Matériel de transport	160 969		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	419 008		30 730
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 293 187		198 970
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	107 441		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	28 103		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	135 544		
TOTAL GENERAL	42 686 734		215 857

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 274 890	
Terrains			327 752	
Constructions sur sol propre			6 717 883	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			1 674 853	
Installations techn., matériel et outillages ind.			32 075 115	
Installations générales, agencements divers			85 846	
Matériel de transport			160 969	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			449 738	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			41 492 157	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			107 441	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		3 303	24 800	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		3 303	132 241	
TOTAL GENERAL		3 303	42 899 288	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 250 167	6 017		1 256 184
Terrains	327 752			327 752
Constructions sur sol propre	6 717 883	88 817	88 817	6 717 883
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	1 674 853	69 851	69 851	1 674 853
Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 879 780	653 176	647 115	31 885 841
Installations générales, agenc. et aménag. divers	85 846	558	558	85 846
Matériel de transport	160 969	2 105	2 105	160 969
Matériel de bureau et informatique, mobilier	412 535	8 969	1 276	420 228
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 259 619	823 475	809 722	41 273 373
TOTAL GENERAL	42 509 787	829 493	809 722	42 529 558

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

5 bis

**TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION
SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES**

2016
DGFIP N° 2054 bis

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Exercice N clos le : 31032016

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SAS TataSteelFranceBâtimentsSystèmes

Néant *

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [[col. 1 - col. 2] - col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations 1	Augmentation du montant des amortissements 2	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis j du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

**CADRE B
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL**

1 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	
2 — FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... -	
3 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... =	

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	707 432	250 298	623 895	333 835
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	295 600	15 800	138 631	172 769
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 003 032	266 098	762 526	506 604
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	112 701	80 908	112 701	80 908
Dépréciations comptes clients	498 347	269 791	107 548	660 590
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	611 048	350 699	220 249	741 498
TOTAL GENERAL	1 614 080	616 797	982 775	1 248 102
Dotations et reprises d'exploitation		600 997	844 594	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		15 800	138 181	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				
Reprises de provisions pour risques et charges non utilisées				152 319

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	24 800		24 800
Clients douteux ou litigieux	650 804		650 804
Autres créances clients	10 846 898	10 846 898	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	47 691	47 691	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	195 569		195 569
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	167 405	167 405	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	537 971	537 971	
Débiteurs divers	252 654	252 654	
Charges constatées d'avance	85 104	85 104	
TOTAL GENERAL	12 808 895	11 937 723	871 173

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	8 086	8 086		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 126 094	5 126 094		
Personnel et comptes rattachés	1 422 953	1 422 953		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	332 225	332 225		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	395 086	395 086		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	236 575	236 575		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	7 144 730	7 144 730		
Autres dettes	302 323	302 323		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	112 350	112 350		
TOTAL GENERAL	15 080 421	15 080 421		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés 5 000 000

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encais.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts,avances cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
CBS Investissement 02300 CHAUNY Information financières au 31/03/2016	80 000 251 772	100,00%	80 000 80 000		560 091 25 781
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
ALBI PROFILS 81000 ALBI Information financières au 31/12/2015	91 500 1 093 499	30,00%	27 441 27 411		2 224 689 173 631
AUTRES TITRES					

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

53Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Participations		107 441	
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés	210 519	247 438	
Autres créances	537 971		
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 000 000		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 382 824		
Autres dettes	2 144 730		

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
CHARGES FINANCIERES			
Charges d'intérêts	211 479		

PRODUITS A RECEVOIR

Compte	Libellé	31/03/2016	31/03/2015	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLTS FACTURES A ETABLIR	191 309	141 743	49 566
AUTRES CREANCES				
468700	PROD A RECEVOIR D & C	106 216	136 461	-30 245
ETAT ET COLLECTIVITES				
445860	TVA/FACTURES NON PARVENUE	122 445	182 696	-60 251
445875	TVA/AVOIRS A ETABLIR	34 677	12 224	22 453
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		454 647	473 124	-18 477

CHARGES A PAYER

Compte	Libellé	31/03/2016	31/03/2015	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACHES				
408100	FRS FACT NON PARVENUES	760 822	1 186 490	-425 667
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACHES		760 822	1 186 490	-425 667
AUTRES DETTES				
419800	CLTS AVOIRS A ETABLIR	208 123	93 084	-115 039
468600	CHARGES A PAYER CORUS	1 287	27 735	-26 448
TOTAL AUTRES DETTES		209 410	120 819	88 591
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	PROVISIONS CONGES PAYES	854 242	959 838	-105 596
428201	PROVISIONS PRIME VARIABLE	190 500	190 500	
428202	PROVISIONS 13EME MOIS	136 688	137 488	-800
428203	PROVISIONS PRIME VACANCES	92 949	86 310	6 639
428210	PROVISIONS RTT	113 010	98 583	14 427
428300	INTERESSEMENT	22 434	20 810	1 624
448600	ETAT CHARGES A PAYER	44 565	44 839	-274
448601	ETAT CHARGES A PAYER HORS PAIE	192 010	220 674	-28 664
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 646 398	1 759 043	-112 645
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	INT A PAYER ETS FINANCIER	806	761	44
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		806	761	44
ETAT ET COLLECTIVITES				
445865	TVA/AVOIRS NON PARVENUS	24 006	12 104	11 902
TOTAL ETAT ET COLLECTIVITES		24 006	12 104	11 902
TOTAL CHARGES A PAYER		2 641 442	3 079 217	-437 775

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/03/2016

Compte	Libelle	31/03/2016	31/03/2015	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES AVANCE	85 104	87 276	-2 172
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		85 104	87 276	-2 172
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PRODUITS CONSTATES AVANCE	-112 350	-320 104	207 754
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-112 350	-320 104	207 754

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
- Charges exceptionnelles diverses	188 180	
- Dotations provisions juridiques	15 800	
- Charges exceptionnelles pénalités URSSAF	7 699	
TOTAL	211 679	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
- Reprise amortissements exceptionnels	809 721	
- Reprise provisions exceptionnelles diverses	138 181	
TOTAL	947 902	

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) Autres A déduire ultérieurement	67 549
TOTAL ALLEGEMENTS	67 549
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(67 549)

IMPOT DU SUR :	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFIP N° 2059-F 2016

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)
N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1
1 (1)

Néant *

EXERCICE CLOS LE 31032016 N° SIRET 44212189300022
DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS TataSteelFranceBâtimentsSystèmes
ADRESSE (voie) RUE GEO LUFBERY
CODE POSTAL 02300 VILLE CHAUNY

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	1	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	4 000 000
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination TATA STEEL FRANCE HOLDINGS
N° SIREN (si société établie en France) 305546244 % de détention 100.00 Nb de parts ou actions 4 000 000
Adresse : N° 3 Voie RUE DES BARBANNIERS
Code Postal 92632 Commune GENNEVILIER CEDEX Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
Naissance : Date N° Département Commune Pays
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
Naissance : Date N° Département Commune Pays
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

**IDENTITE DES SOCIETES MERES
CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
TATA STEEL Limited registered office Bombay House 24 homi Mody street mumbai - 400 001	Ltd		

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		7 037 203	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		7 037 203	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations des primes liées au capital			
Autres variations		2 322 721	
			2 322 721
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition		4 714 481	

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/03/2016	Total 31/03/2015	% 15/14
Chiffres d'affaires net	54 586	759	55 345	55 569	-0,57%
TOTAL	54 586	759	55 345	55 569	-0,57%

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Autres engagements donnés	621 274
INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE	
Engagements	912 493
GAN (actif de couverture)	(291 219)
TOTAL	621 274

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Emprunts et dettes financières divers	
NEANT	
TOTAL	

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	31	
Etam	53	
Ouvriers	60	16
TOTAL	144	16